ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mai 2025

LEVER LES CONTRAINTES À L'EXERCICE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR - (N° 1437)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 2913

présenté par

M. Thierry, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier et Mme Voynet

ARTICLE 2

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Après l'alinéa 20, insérer l'alinéa suivant :

« Les données relatives à l'utilisation par les exploitants mentionnés à l'article L. 257-1 des produits phytopharmaceutiques mentionnés au II en application du décret prévu au II *ter* du présent article, sont enregistrées sous forme électronique, dans un format lisible par machine au sens du 13 de l'article 2 de la directive (UE) 2019/1024 et conformément au règlement d'exécution (UE) 2023/564 de la Commission. Elles sont rendues accessibles à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, dans le cadre de ses missions et du dispositif de surveillance dénommé phytopharmacovigilance défini à l'article L. 253-8-1. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

Étant donné leurs graves conséquences pour la santé et la biodiversité, les données concernant l'utilisation des néonicotinoïdes doivent être rendues accessibles à l'Anses.